

# Foresterie : réconcilier écologie et économie

**Claude Gauvreau**

Les chercheurs de l'UQAM qui s'intéressent à la foresterie ont le vent dans les voiles ! Ils participent actuellement à deux importants projets de recherche, l'un à l'échelle pancanadienne et l'autre à celle du Québec. Ainsi, l'UQAM est la deuxième université d'importance impliquée dans le réseau de centres d'excellence *Gestion durable des forêts* (GDF) qui regroupe plus de 400 personnes : une centaine de chercheurs, près de 200 étudiants et des partenaires industriels et gouvernementaux. Christian Messier et Yves Bergeron du Département des sciences biologiques de l'UQAM dirigent des équipes nationales de recherche. Par ailleurs, M. Messier est aussi un des co-leaders d'un nouveau réseau de recherche québécois en ligniculture, financé par Valorisation Recherche Québec.

## Un secteur d'importance stratégique

Le réseau GDF a reçu dernièrement des fonds supplémentaires d'environ 8 millions \$, pour les quatre prochaines années, d'expliquer Christian Messier, afin de s'engager dans un ambitieux protocole de gestion visant à préserver les dimensions tant physiques, biologiques, écologiques qu'économiques de la forêt boréale canadienne. Celle-ci est à la fois source de milliers d'emplois dans le secteur de la foresterie et un sanctuaire pour les plantes et les animaux. Elle produit de l'oxygène, absorbe et emmagasine le carbone, jouant ainsi un rôle crucial en vue de réduire les incidences du réchauffement planétaire. Bref, les forêts doivent être préservées non seulement pour produire du bois d'œuvre et des matières fibreuses, mais aussi pour maintenir l'équilibre écologique et la diversité biologique et, enfin, pour répondre aux besoins socio-économiques des collectivités, comme les populations autochtones.

## Diversité biologique et viabilité économique

«Jusqu'à tout récemment, souligne M. Messier, on a cru que nos ressources forestières étaient inépuisables et nous avons presque atteint la limite de notre capacité d'exploitation. En même temps, la demande du public pour préserver la biodiversité et les aires protégées a augmenté. Les coupes à blanc, par exemple, - l'action de raser tous les arbres sur un territoire donné - sont perçues comme une catastrophe car elles ne permettent pas de respecter l'ensemble des organismes vivants, des bagages génétiques et des divers types d'habitats dans un milieu donné.» Le défi du réseau, déclare M. Messier, consiste à développer des

pratiques forestières durables qui préservent l'intégrité écologique tout en étant économiquement viables et socialement acceptables. «Ce que l'on veut développer au cours des prochaines années, c'est la certification environnementale. Il y a actuellement une demande croissante de produits certifiés verts. Les travaux de recherche porteront sur une évaluation des divers systèmes internationaux de certification de la qualité des produits et services du secteur forestier. Ils fourniront aussi une série d'indicateurs écologiques, économiques et sociologiques pouvant être utilisés par l'industrie et les agences qui certifient les produits forestiers, et ce afin d'améliorer les pratiques d'exploitation et d'aménagement.»

## Maximiser la productivité

Valorisation Recherche Québec accordait récemment 1,75 million \$, pour quatre ans, afin de créer un réseau intégré, interinstitutionnel et interdisciplinaire de recherche et développement. L'objectif ? Déployer des aires de culture intensive des forêts (ligniculture) en vue de pallier le problème de manque de bois anticipé. On estime que ce sont 37 millions de m<sup>3</sup> de bois qui sont prélevés chaque année dans les forêts québécoises pour approvisionner les diverses usines de transformation. Des pénuries sérieuses sont donc prévisibles d'ici 25 ans.

Pour Christian Messier, un des leaders scientifiques du réseau avec son collègue Louis Bernier de l'Université Laval, «il s'agit de démontrer la faisabilité biologique, écologique, économique et sociale de ré-

server une petite portion du territoire québécois (4 %) à la production intensive de matière ligneuse. Mais sans perdre de vue l'augmentation des aires protégées et l'application d'un aménagement écosystémique.» Selon un scénario auquel il a travaillé, il serait possible de produire 54,8 millions de m<sup>3</sup> de bois par année, tout en permettant de sauvegarder au moins 12 % du territoire québécois de toute exploitation forestière, d'aménager une autre partie (74 %) de manière écologiquement responsable, et de ne «sacrifier» que 10 % du territoire pour un aménagement intensif et 4 % pour la ligniculture.

Enfin, un tel projet, soutient M. Messier, est aussi de nature à aider l'environnement. Il serait ainsi possible de faire croître de manière rapide des peupliers le long des rivières, là où se pratique l'agriculture, de façon à intercepter des polluants importants venant des terres agricoles. Ou encore en faisant croître d'autres essences sur les immenses territoires en friche dans le sud du Québec et en plantant, en même temps, en sous-couvert, des essences de feuillus nobles (chênes, frênes, noyers) afin de réhabiliter ces territoires originellement forestiers.

«Nous sommes allés chercher les forces vives de la recherche au Québec qui s'intéressent à cette problématique. D'ici quatre ans, conclut M. Messier, nous visons à nous transformer en une sorte de coopérative universités-gouvernements-industries de R & D en culture intensive des arbres, et à devenir financièrement autonomes.»



Photo : Sylvie Trépanier

M. Christian Messier, professeur au Département des sciences biologiques.